

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MALI : LE PRÉSIDENT DU GHANA EN VISITE APRÈS LA LEVÉE DES SANCTIONS

Le chef de l'Etat ghanéen Nana Akufo-Addo, président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), est arrivé hier au Mali pour une visite officielle, cinq jours après la levée des sanctions de la Cédéao. Au lendemain de la formation d'un gouvernement de transition le 5 octobre, l'organisation régionale a levé les sanctions, comprenant un embargo commercial et financier, imposées au Mali le 20 août, deux jours après le putsch.

NIGERIA : SOUS LA PRESSION, LE GOUVERNEMENT DISSOUT UNE UNITÉ DE POLICE

Les autorités nigérianes ont annoncé dimanche la dissolution d'une unité spéciale de police controversée après une semaine de forte mobilisation de la jeunesse, portée par les grandes stars du cinéma et de la musique du pays notamment sur les réseaux sociaux. "La brigade spéciale de répression des vols (SARS) a été dissoute avec effet immédiat", a fait savoir la présidence sur son compte Twitter.

AMÉRIQUE : SOLIDARITÉ DU PAPE AUX VICTIMES D'INCENDIES

Le pape François a exprimé hier sa solidarité aux victimes d'incendies aux Etats-Unis et en Amérique Latine, certains dus à la sécheresse et d'autres provoqués par l'homme. "Je désire exprimer ma proximité aux populations frappées par les incendies qui dévastent de nombreuses régions du monde, ainsi qu'aux bénévoles et pompiers qui risquent la vie pour éteindre les flammes", a-t-il dit à l'issue de la prière dominicale de l'Angélus.

Mozambique : les "al-shabab" terrorisent le nord

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le nord du Mozambique ne connaît plus de répit depuis trois ans. Zone stratégique car riche en gaz, elle est le cœur des attaques jihadistes des groupes armés "al-shabab". Le conflit, plus de 2000 morts et au moins 310000 déplacés dans la province de Cabo Delgado, frontalière avec la Tanzanie, entre dans sa quatrième année. L'an dernier, ces jihadistes ont prêté allégeance à l'Etat islamique (EI). Même s'il est encore difficile de cerner qui est leur leader, leurs motivations n'ont été clarifiées que récemment.

Aussi lointain que pourrait remonter la source de cette menace, certains spécialistes soutiennent que c'est vers 2007 que les responsables religieux, dans cette région à majorité musulmane, commencent à remarquer un "drôle de mouvement". Autrement dit, des jeunes gens se mettent à pratiquer un islam "différent", buvant de l'alcool et entrant à la mosquée en shorts et sans se déchausser.

Sans se méfier, les autorités locales sous-estiment alors leur capacité de nuisance. "On savait tous qu'ils étaient dangereux, mais on n'a jamais pensé qu'ils étaient capables de lancer une guerre", confie un imam de Mocimboa da Praia, devenue l'épicentre du conflit. De l'avis de certains, "Al-shabab" se nourrit des déçus de l'exportation gazière, avant même qu'elle n'ait commencé.

Ainsi, beaucoup sont ceux qui comprennent vite, dans cette zone déshéritée, qu'ils "vont toucher très peu ou pas du tout des bénéfices de l'exploitation" de vastes réserves sous-marines découvertes au début des années 2000, souligne un expert sécuritaire français. Ce projet d'exploration offshore de plusieurs milliards de dollars a aussi "chassé des gens de leurs villages, de leurs terres cultivées ou des endroits où ils avaient l'habitude de pêcher", aggravant un sentiment d'amertume, note Enio Chingotwane, expert sé-



Les populations, surtout côtières, souffrent le martyre avec le mouvement "al-shabab".

curitaire enseignant à Maputo. En outre, depuis leurs premières attaques en octobre 2017, les jihadistes cachent leur identité. Mais en mars-avril, ils montrent leurs combattants dans des vidéos et déclarent ouvertement

leur intention d'établir un califat.

A noter que si leurs dirigeants sont inconnus, il n'empêche que, selon le Centro de Jornalismo Investigativo mozambicain (CJI), l'un d'eux s'appellerait Abda-

la Likonga. A en croire cette source, il serait "parti au Kenya et en RDC pour apprendre notamment la lutte armée, on soupçonne qu'il aurait été nommé à la tête du mouvement à son retour au Mozambique".

Sous l'emprise de l'EI



Jusqu'à présent la traque des jihadistes est vaine.

J.O.
Libreville/Gabon

L'Etat Islamique (EI) a revendiqué quelques dizaines d'attaques depuis juin 2019 dans la région. Soit moins de 10% d'entre elles. "Ce sont des groupes armés, dont certains sont peut-être seulement des bandes criminelles. C'est difficile de connaître leur composition et leurs allé-

geances exactes.", a souligné un expert sécuritaire de la région. Pour leur enrôlement, le groupe terroriste international avait utilisé un stratagème. C'est-à-dire des fausses promesses de bourses pour étudier à l'étranger. Dans la foulée, plusieurs de ces jeunes se sont retrouvés dans des camps d'entraînement au fin fond des forêts denses du Cabo Delgado. En outre, ces groupes armés

ont également "recruté avec des promesses d'argent ou d'emploi. Aujourd'hui ils pratiquent l'enlèvement, augmentant mécaniquement leur nombre", soutient un spécialiste. Avant d'ajouter que des combattants ont reçu un entraînement "de gens venant de la région des Grands Lacs et d'autres coins de l'Afrique". Tout comme ces jeunes "pourraient avoir reçu quelques renforts opérationnels venus d'autres pays" ces derniers mois, comme le souligne un expert français. "Ce qui est sûr, c'est que l'élévation du mode opératoire ne s'est pas faite par l'opération du Saint-Esprit". Concernant l'amélioration récente de leur équipement, visible dans la multiplication d'attaques récentes, "il y a aussi l'hypothèse d'une convergence avec des réseaux criminels" avance-t-il. De sources de renseignement militaire sur le terrain, ils pourraient compter quelque 2000 combattants.